

L'ONU cherche un moyen de protéger les Rwandais réfugiés au Zaïre

Alain Frilet

Libération, 18 février 1995

La conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés rwandais et burundais, qui se tient depuis deux jours à Bujumbura, doit proposer aujourd'hui un plan d'action destiné, selon l'expression du haut-commissaire du HCR, Sadako Ogata, à soulager « l'immense souffrance » des 3,8 millions de réfugiés et déplacés de la région des Grands Lacs.

Au-delà de ce vœu pieux, déjà émis d'ailleurs lors d'une précédente conférence des chefs d'Etat de la région en janvier à Nairobi, apparaît aujourd'hui le malaise dans lequel est plongée la famille onusienne. « *Depuis le tremblement de terre à Kobé et les affres de la Tchétchénie, le Rwanda est passé de mode* », constate amèrement le délégué de l'Unicef à Kigali, qui se plaint du désengagement de la communauté internationale et de son désintérêt non seulement pour les ré-

fugiés mais aussi pour les victimes du génocide. « *Les aides financières bilatérales et les subventions institutionnelles au profit des agences de l'ONU et des ONG humanitaires ont fondu de moitié* », souligne de son côté un responsable de la cellule d'urgence mise en place par l'ONU au Rwanda.

1500 soldats zaïrois au service du HCR A New York, le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, a constaté ce virage dès le mois de décembre, lorsque son appel aux pays membres, via le Conseil de sécurité, pour mettre sur pied une force de police internationale destinée à faire cesser la terreur qu'exercent les miliciens rwandais dans les camps de réfugiés au Zaïre est restée lettre morte. Quelques jours plus tôt, Médecins sans frontières-France avait spectaculairement claqué la porte des camps du Sud-Kivu, au Zaïre, pour protester contre les détournements de l'aide alimentaire

par les responsables du génocide et leur terrorisme à l'encontre des réfugiés qui osent manifester l'intention de rentrer au Rwanda.

Les incursions meurtrières et répétées au Rwanda de miliciens hutus à partir de leurs camps au Zaïre et la menace des autorités militaires de Kigali d'user d'un droit de poursuite en territoire zaïrois ont fini par convaincre les Nations unies de réagir. Le maréchal Mobutu, incapable de payer une armée pléthorique qu'il entretient à coups de lance-pierre (3 dollars par mois), a sauté sans hésiter sur l'offre du secrétaire général des Nations unies. A raison de 3 dollars par jour et par soldat, le dictateur zaïrois a accepté de mettre 1.500 de ses hommes au service du HCR pour une mission de « *sécurité* » à la lisière des camps de la région du Kivu.

Les personnels humanitaires inquiets

Efficace en apparence, cette solution présente aux yeux des personnels humanitaires concernés et de nom-

breux observateurs de la sous-région un risque démesuré. L'implication militaire, avec la bénédiction des Nations unies, d'une armée largement corrompue, plus habituée à détourner, extorquer ou voler qu'à faire dans l'humanitaire, est pour le moins un élément plus déstabilisateur qu'apaisant. Fin janvier, les résidences des expatriés travaillant pour des agences de l'ONU et des ONG à Bukavu, au sud du lac Kivu, ont été systématiquement pillées par des militaires zaïrois et les quelques rares plaintes déposées auprès des autorités locales sont restées sans suite.

Selon plusieurs observateurs occidentaux implantés dans la sous-région, l'implication de Mobutu dans une recherche de « *solution* » au sort des 1.100.000 réfugiés rwandais sur son territoire relève de la « *masquerade* ». Mobutu aurait, affirme un diplomate occidental, « *tout intérêt à ce que la confusion et le désordre persistent dans le Kivu, qui lui est traditionnellement hostile, afin de rendre impossible le recensement de la population en vue des élections prévues cette année au Zaïre* ».